
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60467

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Etats-Unis, une pièce maîtresse dans la propagande liée à la guerre froide, qui allait faire de l'Allemagne dans les années 50 le principal partenaire des Etats-Unis. Il s'agissait d'une éducation qui devait solliciter et développer le goût de la discussion, le sens des responsabilités, la tolérance. Les échanges s'inscrivent, avec le «Smith-Mund-Act» voté par le Congrès en janvier 1948, dans un cadre d'échanges au niveau mondial qui profite principalement aux Allemands. Il s'agit en fait pour l'essentiel de visites de jeunes Allemands aux Etats-Unis, la réciproque étant rare; parmi les critères de sélection des jeunes Allemands invités à séjourner aux Etats-Unis, à un ensemble qui regroupe qualification professionnelle, maturité psychologique et compétences linguistiques (et, si possible, un passé irréprochable) allaient s'ajouter à partir de 1949 de nouvelles attentes: il fallait être tourné vers l'avenir, faire preuve d'initiative et d'enthousiasme. Mais l'essentiel était le pari sur la capacité qu'avait le candidat au voyage de jouer le rôle de «démultiplicateur» à son retour et de diffuser les idées et les expériences rapportées de son séjour. Füssl exploite des sondages et des enquêtes qui permettent d'apprécier comment ces contacts avec les Etats-Unis étaient reçus par la population allemande et quel impact les Américains leur prêtaient; les résultats, complexes et relativement contradictoires, montrent un décalage entre les jeunes au retour de leur séjour (parmi lesquels beaucoup choisirent d'émigrer) et la société allemande peu encline à adopter les mentalités qu'on lui donnait en modèle.

Quand on «rééduquait» les jeunes Allemands de l'Ouest en leur apprenant à être autonomes et à prendre des initiatives, à l'est se mettait en place une politique de la jeunesse et un système scolaire qui sanctionnaient tout écart à la norme, et dont la suspicion s'étendait aux réformes pédagogiques. Füssl relate les étapes de la standardisation par une organisation de jeunesse étatique et une école réformée qui devait véhiculer de nouvelles valeurs et imposer une éducation de classe. Aux responsables de la rééducation, il ne prête même pas le mérite d'une vision: «die planlose Zerstörung alles Nonkonformistischen kennzeichnete die Praxis der Umerziehung in der SBZ [...]», écrit-il. Rien dans le projet scolaire des communistes allemands et des officiers du SMAD ne trouve grâce à ses yeux; les contenus (devenus idéologiques) n'étaient que «fantasmagorie», «dogmatisme»; les nouveaux enseignants, destinés à prendre le relais de générations compromises avec le nazisme, entraînent une restructuration sociale «dramatique», une «déprofessionnalisation» qui fit chuter le niveau. Recrutés au niveau de la fin des études primaires, les nouveaux maîtres (Neulehrer, Hilfslehrer, Laienlehrer) étaient censés participer à la création d'une nouvelle élite d'élèves issus de couches défavorisées de la population; cette volonté s'avéra illusoire, estime l'auteur, si bien que les obstacles mis d'abord à la scolarité secondaire des enfants d'autres milieux durent bientôt être levés. La FDJ jouait, comme on le sait, un rôle déterminant, ce qui n'empêcha pas les communistes allemands de rester impuissants devant les mesures prises par le SMAD à l'encontre des jeunes (arrestations, camps de travail). La réponse des jeunes Allemands de la zone soviétique (puis de la RDA) et du secteur soviétique de Berlin? La moitié des réfugiés enregistrés à la fin des années 40 et dans les années 50 avaient moins de 25 ans.

Ce ne sera une révélation pour personne de lire que la politique de la jeunesse de l'ex-RDA tenait plus de l'endoctrinement que de l'éducation à la démocratie. Mais de se souvenir aujourd'hui de ces «rééducations» divergentes et des valeurs qu'elles installèrent au cœur de la société allemande à l'Est et à l'Ouest éclaire en partie les divisions d'après la Wende.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Walter DÖRRICH, Klaus SCHÖNHOFEN (Bearb.), Die Industriegewerkschaft Metall in der frühen Bundesrepublik, Köln (Bund) 1991, LVIII-752 p. (Quellen zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung im 20. Jahrhundert, 10).

Avec le volume édité par W. Dörrich et K. Schönhoven, la «série rouge» du Bund Verlag trouve un prolongement inattendu, mais tout à fait bienvenu. Jusqu'alors, le programme

de publication de cette imposante entreprise éditoriale n'annonçait que 8 volumes retraçant la trajectoire du syndicalisme allemand du début de la Première Guerre mondiale à l'avènement de la République fédérale. Rendant justice à l'intitulé général de la collection, qui ne se réfère certes pas qu'au premier demi-siècle, le présent volume fait une première avancée dans les années 50. Sa réalisation rend bien compte du regard nouveau porté sur une période que certains d'entre nous peuvent ressentir encore proche, mais que l'arrivée du 2^e millénaire et plus encore la césure de la réunification ont bel et bien fait basculer dans l'Histoire.

Il faut dire que le nouveau chantier historique n'aurait sans doute pas été ouvert aussi vite s'il n'avait coïncidé avec la commémoration du centenaire de l'IG-Metall. De ce fait, la collection déroge à la ligne jusqu'ici privilégiée d'une approche globale, c'est-à-dire, pour employer le vocabulaire français, confédérale. On ne s'en plaindra pas, d'une part parce que l'IG-Metall, organisation la plus puissante du DGB a été dans bien des cas (et continue d'être) le fer de lance du mouvement syndical; d'autre part parce que rien n'interdit de publier bientôt un volume parallèle puisant aux sources du DGB (pourquoi pas à l'horizon 1999, année du cinquantième?) qui aborderait d'une part les problèmes de politique générale laissés ici de côté, comme la lutte contre le réarmement, et pourrait d'autre part montrer aussi la perception inter-branche des différends avec l'IG-Metall, dont on ne voit pour l'instant que la vision des métallos eux-mêmes.

Le présent volume couvre une période restreinte, mais dont la densité justifie qu'on lui consacre 700 pages. Dans les 7 premières années de son existence, placées sous le signe du «miracle économique» et de la guerre froide, l'IG-Metall doit en effet à la fois trouver son assise organisationnelle, gérer l'échec syndical dans le dernier des grands débats de société relancés immédiatement après la guerre, celui de la codécision dans l'entreprise, et sortir d'une position défensive dans le domaine des négociations salariales.

Tels sont aussi les trois thèmes principaux que les 91 documents évoquent avec plasticité. On peut suivre ainsi les luttes pour la sauvegarde du principe d'indépendance politique, d'abord pour faire pièce à l'activisme du parti communiste au sein de l'organisation (c'est l'obligation de signer une déclaration de loyauté imposée aux membres au printemps 1951 qui marque la rupture), puis pour répondre aux accusations de dérive partisane formulées par l'aile chrétienne au lendemain des élections fédérales de 1953.

De même, la lecture des débats sur l'élaboration des lois de codécision de 1951 et 1952 vaut bien des analyses, tant elle est significative des contradictions tactiques, idéologiques et de la faible marge d'influence syndicale (cf. entre autres le document 11, lettre du 2 août 1950, adressé par Hans Brümmer, co-président de l'IG-Metall au DGB, exemple-type de rhétorique formelle, exhortant à plus de radicalisme tout en s'excusant implicitement de le faire!).

Enfin, la politique salariale est elle-aussi illustrée par des morceaux d'anthologie: c'est par exemple le cas des documents 62 à 72 qui, sur près de 100 pages, permettent de suivre par le menu la préparation, le déroulement et la fin de la grève dans la métallurgie bavaroise de février à août 1954. A ce titre, ils constituent un matériau éclairant par l'exemple le fonctionnement du système de négociation collective allemand. Mais on peut également les lire comme traces d'un moment daté, témoignant d'une inflexion historique dans l'évolution de l'IG-Metall.

Car tout comme le document 57, autre pièce particulièrement remarquable de l'ensemble, l'exposé de Viktor Agartz de novembre 1953 sur les grandes lignes d'un futur programme d'action, ils s'inscrivent en effet dans le cadre du passage à une politique plus offensive qui va de pair avec le renouvellement de la direction syndicale. Amorcé avec la promotion d'Otto Brenner au poste de co-président de l'organisation en décembre 1952, la relève de la «vieille garde», bien trop timorée aux yeux des «quadras» dont Brenner est le chef de file (cf. les documents 32 et 33), est achevée avec le quatrième congrès, en 1956. Cette date marque donc bien une césure, donnant au volume, consacré aux années qui précèdent ce qu'on appellera l'ère Brenner, son unité chronologique.

Tous issus des archives centrales de l'IG-Metall, pour l'essentiel procès-verbaux des organes de décision ou de commissions tarifaires, complétés par des correspondances entre

dirigeants, les documents sont très soigneusement édités, assortis de notes explicatives, de renvois et d'indications biographiques. Malgré quelques lacunes (dont celle du terme de rationalisation), un index analytique facilite la lecture thématique d'un matériau dont les trois sujets évoqués plus haut n'épuisent évidemment pas la richesse. On a hâte de tenir en main le prochain volume, qui est actuellement en préparation.

Alain LATTARD, Stains

Claire DUCHEN, *Women's Right and Women's Lives in France 1944–1968*, London (Routledge) 1994, XIII–253 S.

Die an der Universität von Sussex lehrende Autorin ist bereits mit zwei Veröffentlichungen zur Frage des Feminismus in Frankreich hervorgetreten. Hier nun geht sie auf die französische Frau in ihrer dreifachen Rolle als Staatsbürgerin, Mutter und besoldete Arbeitskraft ein und nachvollzieht deren Entwicklung in einer Phase, die, wie sie selbst einleitend schreibt, keine spektakulären Veränderungen bringt. In der Vierten Republik und, wenn auch weniger ausgeprägt, in der Fünften scheinen Frauen in erstaunlichem Maß abwesend. Erstaunlich, zumal die Französinen während Besetzung und Vichy in vollem Umfang die Rolle der abwesenden oder nicht einsatzfähigen Männer übernommen hatten. »Wo waren sie?« fragt Duchen und begibt sich, gestützt auf umfangreiches Quellenmaterial, auf die Suche.

Für die direkte Nachkriegszeit wird sie in der Familie fündig. In dieser Phase wurde die Hervorbringung zahlreichen Nachwuchses als vordringliche Aufgabe gesehen, galt doch seit Pétain (»pas assez d'enfants, pas assez d'armes, pas assez d'alliés«) die demographische Schwäche als einer der Gründe der Niederlage. Die Frauen kehren – wie es scheint, widerspruchslos – an ihren angestammten Arbeitsplatz, »au foyer«, zurück, dotiert nun allerdings mit dem Wahlrecht in Anerkennung ihres in der Résistance geleisteten Beitrags. Das weibliche Idealbild ist zunächst das der *maîtresse de maison*, deren Heim einen geschützten Hafen darstellt; die so die Grundlage zu Glück und Wohlergehen der Familie liefert und darin ihre eigene »Erfüllung« findet. Der Gesetzgeber läßt sich diese Regenerationszelle etwas kosten; 1955 wird der »salaire de la mère au foyer« eingeführt, der als Kompensation eines zweiten Einkommens die Mütter im Haus halten soll. Bemerkenswerterweise wird diese Zielsetzung aber nicht erreicht, das Bild der Nur-Hausfrau nicht aufgewertet; zunehmend drängen die jungen Frauen auf den Arbeitsmarkt. Dies mag seinen Grund unter anderem darin haben, daß mittlerweile die »grands immeubles« einen großen Teil der Familien beherbergen und das Leben der »grünen Witwen« auf die jungen Frauen wenig Anziehungskraft ausübt.

Mit dem zunehmenden Anteil weiblicher Erwerbsarbeit verändert sich das Bild der Frau im öffentlichen Bewußtsein. Als erstrebenswert gilt nun die optimale Vereinbarkeit von Berufstätigkeit, auch in zunehmend qualifizierten Aufgabengebieten, mit der Organisation eines reibungslos verlaufenden häuslichen Alltags. Denn nach wie vor bleibt die Frau und nur sie in vollem Maß für den familiären Bereich zuständig und verantwortlich; eine Neuverteilung der Aufgaben findet nicht statt. Entscheidet sie sich für die Erwerbsarbeit, so nimmt sie außer der zeitlichen Doppelbelastung auch das Bewußtsein der erhöhten Krisenanfälligkeit dieser Lebensform auf sich. »The métier de femme has undergone a profound revolution«, konstatiert die Autorin am Ende des Untersuchungszeitraums. Nicht mehr im selben Ausmaß wie für ihre Mütter nach dem Krieg ist für die jungen Frauen ihre Biologie gleichzusetzen mit »Schicksal«; eine größere Chance der Selbstbestimmung über Leben, Umfeld und Körper wird ihnen eingeräumt. In ihrer Lebensplanung nimmt die Tätigkeit in der Familie weiterhin einen hohen Stellenwert ein, doch gilt dies nur, solange ihre Anwesenheit im Haus dringend erforderlich ist. Sobald die Kinder in Hort oder Schule beschäftigt und versorgt